

HEURE DE QUESTIONS

Auteur AdG/LA, par Emmanuel AMOOS
Objet Le Conseil d'Etat va-t-il enfin protéger les lanceurs d'alerte
Date 07/09/2020
Numéro 2020.09.263

Bien que le Conseil d'Etat se soit prononcé plusieurs fois sur la nécessité de protéger les lanceurs d'alerte, il semble qu'un département préfère systématiquement les attaquer en justice ou les menacer bien qu'ils travaillent ou travaillaient à l'interne du département ; il est ainsi demandé au Conseil d'Etat de bien vouloir nous démontrer sa stratégie et nous révéler tous les mécanismes qu'il a mis en place pour protéger concrètement les lanceurs d'alerte.

Conclusion